

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
1 boulevard Jules Guesde  
CS 70377  
10026 Troyes

Troyes, le 24/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EQIOM GRANULATS**

Colisée Gardens, 10 avenue de l'Arche  
92400 Courbevoie

Code AIOT : 0005702736

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement EQIOM GRANULATS implanté Lieu-dit Les Petits Hauts de Frêne Les Prés Bidaut La Fontaine Le Grampard... Section ZI et ZK 10400 La Villeneuve-au-Châtelot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EQIOM GRANULATS
- Lieu-dit Les Petits Hauts de Frêne Les Prés Bidaut La Fontaine Le Grampard... Section ZI et ZK 10400 La Villeneuve-au-Châtelot
- Code AIOT : 0005702736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM exploite la carrière de matériaux alluvionnaires à LA VILLENEUVE AU CHATELOT sous couvert de l'arrêté de préfectoral n°PCICP2019039-0001 du 08/02/2019 pour une durée de 6 ans. Il s'agit d'un renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter de 2004 (arrêté préfectoral n°04-4318 du 24/10/2004) . Le volume du gisement est évalué à 855 000 m3 et est destiné au secteur du bâtiment et des travaux publics.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Libre circulation des eaux au moment des crues	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 2.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan de référencement des zones de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Registres	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.8.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.8.3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Description de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 10.2.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.2.1	Sans objet
2	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.3.1	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 1.4.2	Sans objet
6	Remblayage de carrière	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.8.1	Sans objet
9	Contrôle du niveau et de la qualité de la nappe des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 5.5.2	Sans objet
10	Mesures ERC des impacts sur les milieux naturels	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 2.1.3	Sans objet
11	Nature de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 10.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection porte essentiellement sur l'accueil de déchets extérieurs pour le remblayage et la remise en état du site. Quelques non-conformités d'ordre documentaire (procédure écrite pour gérer le risque inondation, erreur de remplissage du registre d'admission des déchets) ou non majeures (absence de bennes de refus) ont été constatées et font l'objet d'une demande d'action corrective par l'exploitant pour rapidement remettre le site en conformité avec son arrêté préfectoral d'autorisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté et d'échelle adaptée à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dates de levée,</li> <li>• le périmètre sur lequel porte le droit d'autorisation PA, ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• le périmètre d'extraction PE,</li> <li>• les zones particulières de préservation écologiques,</li> <li>• les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10 m de profondeur,</li> <li>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes, y compris les installations de prélèvements d'eau, présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique,</li> <li>• l'emplacement exact du bornage,</li> <li>• l'étendue des zones décapées et les emplacements des zones de stockage des déchets inertes internes, des déchets inertes non dangereux extérieurs, des terres de découverte et des matériaux en attente d'expédition,</li> <li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,</li> <li>• les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,</li> <li>• les pistes et voies internes de circulation,</li> <li>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,</li> <li>• les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes à la carrière.</li> </ul> <p>Le plan d'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par voie informatique un plan topographique, en date du 17/10/2023, à l'échelle 1/5000e, réalisé par la société Geoplan SAS.</p> <p>Ce plan comporte l'ensemble des éléments exigés par l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, avec la possibilité d'afficher ou non les différents éléments par la sélection de couches, ce qui facilite sa lecture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Phasage d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Le décapage et l'extraction sont conduits du Sud vers le Nord, dans l'ordre des numéros de caissons répertoriés sur ce plan. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité du site est autorisée jusqu'en février 2025 d'après l'arrêté préfectoral du 08/02/2019. L'extraction devait être achevée au plus tard en février 2024, pour consacrer la dernière année d'autorisation à la remise en état du site.</p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a constaté que l'extraction n'était pas terminée. Le dernier caisson (n°6) est toujours en cours d'extraction et devrait se finir durant le premier trimestre 2025. La remise en état est en cours de réalisation sur les caissons 1 à 5. Elle se finalise pour les caissons 3 et 4a.</p> <p>Cependant, l'exploitant a déposé un porter à connaissance début septembre 2024 pour demander la prolongation de l'autorisation jusqu'en septembre 2027, afin de finir l'extraction et la remise en état du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. La durée de l'autorisation de 6 ans, comptée à partir de la date de signature du présent arrêté, est divisée en 2 phases, la phase 1 est quinquennale, la phase 2 dure 1 an, afin de finaliser la remise en état du site. [...] Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1ère phase : 529 098 € TTC</li><li>• 2ème phase : 277 696 € TTC</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni en amont de la visite un acte de cautionnement solidaire (N°2751335), entre la société Euler Hermes FRANCE et la société EQIOM GRANULATS. Cet acte est valable pour la période du 7 février 2024 au 7 février 2027, avec un montant maximum de garanties financières de 529 098 euros. Les prescriptions de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé sont donc respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Libre circulation des eaux au moment des crues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Risque inondation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place des procédures écrites prévoyant les mesures organisationnelles et constructives de gestion de la prévision des crues, ainsi que des périodes de crue et de décrue. Notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• aucune construction, plantation, clôture, etc. ne doit gêner l'écoulement des eaux,</li><li>• les plantations doivent respecter un espacement de 7 m entre les sujets,</li><li>• les éventuelles barrières étanches mises en place doivent pouvoir être retirées dans les 24 heures en cas d'annonce de crue de la Seine,</li><li>• les installations électriques sont installées à la cote des plus hautes eaux connues,</li><li>• le remblai de la piste d'accès à la carrière est abaissé de 0,8 m à la cote 66,5 m NGF sur 30 mètres, afin de faciliter le cheminement des écoulements vers le Sud, tout en préservant les conditions de franchissement des ouvrages sous la RD 40B situé au Nord de la piste.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le risque inondation est pris en considération par l'exploitant, mais aucune procédure écrite n'a été rédigée. Sur le site, aucune construction, clôture ou stockage ne gêne l'écoulement de l'eau. La route d'accès à la carrière a été abaissée de 0,8 m comme convenu dans l'arrêté préfectoral susvisé, en 2019. Cependant, les plantations qui ont été réalisées au nord, pour créer l'espace boisé entre la limite d'exploitation et la parcelle ZI n°45, au plus proche des habitations, dans l'objectif d'intégrer l'activité dans le paysage et de limiter la propagation du bruit, ne respectent pas l'espacement de 7 m entre les pieds, comme indiqué dans l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral susvisé. L'exploitant a retenu le choix de réduire l'espacement de plantation et donc d'augmenter le nombre de sujets afin d'assurer un minimum de réussite. Il conviendra de ce fait de ré-évaluer l'impact de ces plantations sur le risque inondation une fois les plants bien implantés et robustes.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sous un mois, des procédures écrites prévoyant les mesures organisationnelles et constructives de gestion de la prévision des crues, ainsi que des périodes de crue et de décrue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Plan de référencement des zones de remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un plan topographique précis des zones à remblayer et des zones déjà remblayées. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.  Le plan de référencement des zones de remblaiement est mis à jour annuellement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne tient pas à jour de plan spécifique pour le remblaiement. Le plan d'exploitation, mentionné à l'article 3.2.1 de l'arrêté susvisé, permet de voir l'avancement du remblaiement par relevé topographique chaque année. Mais il n'indique pas précisément les zones à remblayer et celles remblayées. Et pour chaque zone remblayée, l'origine des déchets mis en remblais n'est pas précisée : stériles et/ou déchets inertes extérieurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sous 2 mois, ce plan de référencement des zones de remblaiement, afin d'avoir une vision assez précise chaque année des zones à remblayer et des zones déjà remblayées et de savoir le tonnage de stériles et/ou déchets inertes mis en remblais dans les différentes zones. Le maillage, utilisé dans le registre d'acceptation des déchets extérieurs, devra être repris sur ce plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Remblayage de carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.8.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remblayage de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles constitutives du périmètre d'extraction visé à l'article 1.1.1 et conformément au plan de phasage joint en annexe 3. Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. L'utilisation de matériaux nobles n'est pas autorisée pour le remblayage et la stabilisation de la carrière. Les matériaux extérieurs destinés au remblayage sont préalablement triés de manière à garantir

<p>l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets d'extraction inertes internes sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local,</li> <li>• les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel de 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</li> </ul> <p>Les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ne sont pas autorisés.</p> <p>Le volume total de déchets inertes susceptible d'être reçu sur le site est évalué à environ 234 000 m<sup>3</sup> sur les 6 années d'autorisation, soit environ 68 250 tonnes par an en moyenne.</p> <p>Un prélèvement est réalisé dans chaque caisson remblayé avec des matériaux sur toute la hauteur du remblaiement. Un échantillon moyen est réalisé tous les lots de 6 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes, afin d'effectuer un test de lixiviation. Le lot de 6 000 m<sup>3</sup> n'est pas remblayé tant que les résultats du test de lixiviation ne sont pas connus de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les matériaux utilisés pour le remblayage de la carrière sont les stériles d'exploitation et des déchets inertes extérieurs, environ 60 000 tonnes par an. Les déchets extérieurs correspondent à des terres et cailloux (17 05 04).</p> <p>Les déchets provenant d'un chantier sont analysés par le client, en plus de la vérification de la non provenance de sites pollués, via les données BASOL et BASIAS. L'exploitant reçoit les résultats de ces analyses avant la réception.</p> <p>En cas de doute lors de la livraison et pour les chantiers de plus de 2000 t, la société EQIOM fait réaliser elle-même des analyses, par le laboratoire Eurofins. Les déchets sont alors identifiés avec une pancarte, reprenant la référence du document d'acceptation préalable, et sont stockés sur la plateforme de l'ancienne installation de traitement jusqu'à la réception des résultats. Le lot est ensuite poussé dans le plan d'eau à remblayer ou renvoyé à son propriétaire, en cas de résultats non conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 7 : Registres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.8.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remblayage de la carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception des déchets,</li> <li>• la référence du document préalable d'acceptation,</li> <li>• le résultat du contrôle visuel et olfactif, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement,</li> <li>• la localisation de la zone où les déchets ont été mis en remblais en lien avec le plan de référencement des zones de remblaiement.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet.</p> <p>Ces registres sont conservés jusqu'à la réception du procès verbal de récolement et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>



**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection un registre d'admission (tenu à jour depuis le 15/03/2021 jusqu'au 19/09/2024) et un registre des refus d'admission.

Le registre d'admission comporte de nombreuses informations, et notamment l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.8.4 de l'arrêté préfectoral susvisé : date de réception, référence du document d'acceptation préalable, résultat du contrôle visuel et olfactif et localisation de la zone de mise en remblais. Y sont également consignés : la dénomination et le code déchet, les quantités, les dénominations, adresses et SIRET du chantier, du producteur, de l'expéditeur et du transporteur. Ces informations, non exigées par l'arrêté préfectoral du 08/02/2019, le sont par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

Le registre des refus d'admission, transmis par l'exploitant, comporte quant à lui : le nom du chantier, la référence du document d'acceptation préalable, le nom du transporteur, la date du retour des matériaux, la quantité, le code déchet et la raison du refus. Les informations consignées dans ce registre sont conformes à l'article 3.8.4 de l'arrêté préfectoral susvisé.

La cohérence entre le registre (tenu par l'exploitant) et le registre RNDTS (complété par les différents intervenants) a été vérifiée par échantillonnage, en regardant le document d'acceptation préalable n°2407VIL001.

Cependant, l'examen attentif de ces registres montre quelques incohérences et erreurs qu'il convient de corriger. Par exemple, les codes déchets renseignés n'existent pas et correspondent à des erreurs de manipulation sur le tableur, qui ont déformé le code "17 05 04". Des apports ont été refusés d'après le registre, alors que le contrôle visuel et olfactif n'indique aucune anomalie. Ces apports ne sont pas mentionnés dans le registre des refus. Une erreur de frappe dans la quantité de déchets existe dans le registre de refus, avec une livraison de plus de 11 000 tonnes, au lieu de 11 tonnes...

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de corriger et vérifier la cohérence de ces deux registres, sous un mois, et de mettre en place un outil ou une procédure de remplissage des tableaux adapté, afin que les informations renseignées soient fiables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Admission des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 3.8.3

**Thème(s) :** Autre, Remblayage de la carrière

**Prescription contrôlée :**

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes,
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets apportés est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Les déchets sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être poussés en fond de fouille ou envoyés qu'après contrôle visuel et olfactif ou le cas échéant une fois les



<p>résultats de la caractérisation obtenus. En cas de doute, l'exploitant refuse l'admission du déchet.</p> <p>Des bennes permettant d'accueillir les déchets interdits, pouvant être présents en faible quantité, sont disposées sur l'aire de déchargement des déblais. Le contenu de ces bennes est éliminé par des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles, les eaux souterraines et les sols.</p> <p>L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'acceptation de déchets extérieurs, chaque chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'acceptation et d'un contrôle visuel et olfactif, avant d'être déchargé sur le bord des plans d'eau à remblayer. En cas de doute, l'exploitant dispose le chargement sur l'aire de l'ancienne installation de traitement, le temps de faire réaliser des analyses, montrant ou non la conformité avec les critères d'admission de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.</p> <p>Sur place, l'Inspection n'a pas constaté de bennes permettant d'accueillir les déchets interdits, présents en faible quantité dans les lots déchargés, et triés avant que le lot soit poussé dans le plan d'eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sous un mois, une benne sur le site, à proximité de la zone de déchargement des déblais, pour trier et accueillir les déchets interdits, qui peuvent être mélangés en faible quantité dans les lots de déchets acceptés, en attendant de les éliminer conformément à la réglementation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Contrôle du niveau et de la qualité de la nappe des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 5.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la nappe des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevé mensuel du niveau d'eau des 3 puits visés à l'article précédent et réalise, à une fréquence semestrielle, une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux, les analyses de la qualité des eaux souterraines portant sur les paramètres suivants : pH, hydrocarbures totaux, température, conductivité, oxygène dissous, MES, DCO, DBO et métaux lourds.</p> <p>Avant le début d'exploitation, un état zéro (qualitatif sur les paramètres du paragraphe précédent et quantitatif) de la nappe d'eau souterraine est réalisé en basses et hautes eaux.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont transmis sous 15 jours après leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires.</p> <p>Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.</p> <p>Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>

**Constats :**

Les derniers rapports d'analyses des eaux souterraines, réalisées sur les 5 piézomètres par le laboratoire EUROFINs HYDROLOGIE EST SAS, ont été transmis par l'exploitant en amont de la visite d'inspection. Réalisées le 12/06/2024, elles ne montrent pas de dépassement des valeurs seuils et portent sur l'intégralité des paramètres exigés par l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2019.

L'exploitant a également transmis un tableau dans lequel il renseigne l'ensemble des résultats des analyses, qui permet de conclure au respect de la fréquence semestrielle et à l'absence de pollution des eaux souterraines.

Il est rappelé à l'exploitant que les résultats de ces mesures doivent être transmis chaque année à l'Inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Mesures ERC des impacts sur les milieux naturels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 2.1.3

**Thème(s) :** Autre, Milieux naturels

**Prescription contrôlée :**

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions présentées dans le tableau en annexe 4.

Mesure d'évitement des impacts :

Les terrains situés sous la cote 65,9 m NGF sont exclus du périmètre d'extraction.

Mesure de réduction des impacts :

Les opérations de décapage se font dans la période du 1er août au 31 décembre.

Mesures de compensation des impacts :

Les aménagements suivants sont réalisés :

- Un espace boisé est créé entre la limite d'exploitation et la parcelle ZI n° 45 au plus proche des habitations de la commune de LA VILLENEUVE-AUCHATELOT à raison d'une densité de 1 800 à 2 000 plants à l'hectare,
- Une haie est implantée dans la bande réglementaire des 10 m sur les marges Sud-Ouest du caisson 2 repéré sur le plan en annexe 2 (couple de pies grièches écorcheurs),
- Création de 2,6 ha et restauration de 4,9 ha de zones humides, soit 7,5 ha au total, dont 1,5 ha de Mégaphorbiaie (caisson 3) et 6 ha de prairies humides (caissons 1,2, 4a, 4b et 5) et création de 9,5 ha de zones de hauts-fonds (caisson 6 et bassin de décantation). Les haies seront composées de saule blanc (*Salix alba*), frêne (*Fraxinus excelsior*), orme (*Ulmus laevis*), chêne pédonculé (*Quercus robur*) et merisier (*Prunus avium*).

Evolution des habitats :

Au Lieu-Dit « Les Prés Bidaut », la zone est laissée à une évolution naturelle. A l'inverse, la mégaphorbiaie présente sur le Lieu-Dit « Les Barbans » est fauchée annuellement en septembre ou octobre. Les prairies de fauche sont fauchées annuellement en juillet.

Suivi écologique :

Un suivi écologique est mis en place avec l'appui d'un organisme compétent en sciences environnementales et en génie écologique pour évaluer la persistance des différents enjeux identifiés lors de l'état initial ; ce dernier est réalisé annuellement. Un bilan de ce suivi est transmis à l'inspection des installations classées dans les 15 jours à compter de sa réception par l'exploitant accompagné des commentaires éventuels de ce dernier.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures d'évitement et de réduction des impacts ont été mises en place : les zones sous la cote 65,9 m NGF n'ont pas été extraites et le décapage a eu lieu du 1er août au 31 décembre. Les mesures de compensation prévues par l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 08/02/2019 ont été en partie réalisées. L'espace boisé et la haie ont été plantés. La création et la restauration des zones humides sont prévues en 2025.</p> <p>Un suivi naturaliste, dont le rapport, daté de février 2024, a été transmis à l'Inspection, a été réalisé par l'Association Nature du Nogentais sur le site de la carrière. Ce rapport fait la synthèse du suivi de l'année 2023. L'exploitant fait également appel à un écologue indépendant, qui intervient chaque année et qui donne des principes d'aménagement.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le bilan de ce suivi écologique doit être transmis chaque année à l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Nature de la remise en état**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 10.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état est réalisée conformément aux dispositions de l'étude d'impact et au plan de remise en état joint en annexe 7 du présent arrêté.</p> <p>En particulier, les déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux de remise en état, qui ont déjà été initiés, sont réalisés conformément au plan de remise en état joint en annexe 7 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Description de la remise en état**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2019, article 10.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures et engins n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,</li> <li>• la stabilisation des accès au site,</li> <li>• l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,</li> <li>• la création d'un plan d'eau de superficie 9,3 ha, le talutage en pentes douces (inférieur à 10 %), le modelage en berges sinueuses, la mise en place de berges filtrantes à l'Est et à l'Ouest du plan d'eau et de zones de hauts-fonds sur au moins 20 % du linéaire total de berges aménagées (pente inférieure à 15°) en frayères. La longueur du plan d'eau est inférieure à trois fois sa largeur.</li> <li>• la mise en place de roselières, vasières, zone d'eaux libres, îlots et chenaux sur la zone d'extraction au Lieu-Dit « Les Petits Hauts du Frêne » (parcelle ZK n°14),</li> <li>• la mise en place de prairies ensemencées avec un mélange d'espèces prairiales locales,</li> <li>• la restauration et la création de zones humides sur environ 17 ha comme précisé en annexe 4.</li> </ul>

<p>Les plantations de peupliers, cyprès, thuyas ainsi que l'introduction de plantes invasives sont proscrites. Les plantations sont réalisées uniquement à partir d'espèces locales et comprennent des espèces arbustives favorables à l'avifaune. Elles sont réalisées en bosquets et non pas en ligne, afin d'éviter de donner un caractère artificiel à la remise en état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La remise en état est initiée. La roselière, à proximité de l'emplacement de l'ancienne installation de traitement, est en cours de réalisation et le remblayage avec des déchets inertes extérieurs et des stériles est en cours sur les différentes zones du site. Mais la remise en état devrait connaître un avancement plus rapide courant 2025 et en 2026 lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'extraction de la dernière zone au nord sera achevée (1er trimestre 2025), permettant d'aménager le plan d'eau de 9,3 ha (talutage, berges filtrantes, zones de hauts fonds)</li> <li>• le site aura accueilli suffisamment de déchets inertes extérieurs pour finir la mise en place de la roselière à côté , pour ensemençer des prairies et restaurer et créer des zones humides.</li> </ul> <p>Une attention particulière est demandée à l'exploitant concernant la présence d'espèces invasives. En effet, le rapport de l'Association Naturaliste du Nogentais de février 2024 mentionne la présence d'espèces invasives sur certains secteurs de la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de proposer, sous un mois, un plan d'action pour lutter contre leur prolifération et limiter leur introduction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>